

360 MILLIARDS POUR LES SPÉCULATEURS

CE PLAN DOIT ÊTRE RETIRÉ !

Pour le gouvernement, il serait impossible de répondre aux besoins de la population qui subit de plein fouet les conséquences de la crise du régime capitaliste. Il n'y aurait qu'à poursuivre et accélérer les « réformes » dictées par l'Union européenne. Et tout cela pour détourner 360 milliards de fonds publics au bénéfice des spéculateurs et des banquiers !

Alors que des dizaines de millions de travailleurs rencontrent des difficultés de plus en plus grandes à boucler leur budget et sont saisis d'angoisse pour leur emploi et l'avenir de leur famille...

Alors que se multiplient les annonces de suppressions d'emplois dans l'automobile, les chantiers navals, l'aéronautique, le bâtiment...

Alors que des millions de retraités s'inquiètent pour leur pension et leurs maigres économies...

...le gouvernement ose, sous les applaudissements des banquiers et des spéculateurs, faire voter au Parlement un plan de renflouement des banques, alimenté par le pillage du budget des hôpitaux, du logement, de l'instruction publique.

**Ce plan s'inscrit dans celui de la Banque centrale européenne : 1700 milliards pour les banques !
Ils osent présenter ce plan de pillage comme une mesure de sauvetage de « l'intérêt général ».**

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Quel "intérêt général" ?

Quoi de commun entre le postier victime des « réorganisations » de services et Nicolas Sarkozy, l'ami affiché des grands patrons et des banquiers, le vibrant défenseur des valeurs de l'économie capitaliste en plein effondrement ? Il défendrait un « intérêt général », ce gouvernement entièrement dévoué au monde de la finance, auquel mille et un liens le relient ?

Qu'ont-ils décidé ?

Pour trouver les 360 milliards à donner aux spéculateurs, ils ont décidé d'accélérer les privatisations, les licenciements, la liquidation des services publics, d'aggraver la précarisation du travail.

Et ils décident sans vergogne de privatiser immédiatement La Poste au prétexte qu'ils manqueraient 3 malheureux milliards d'euros !

Comment le Parlement peut-il se prétendre représentation démocratique du peuple alors qu'il vote ce plan de spoliation de l'immense majorité de la population ?

Comment les députés du PS, un parti qui se prétend socialiste, peuvent-ils s'abstenir ?

Comment le PCF, dont les députés ont voté contre, peut-il prétendre défendre les intérêts populaires en soutenant « *l'urgente nécessité de sauver les institutions financières et les banques* » (*L'Humanité*, 14 octobre) ? Position partagée par la LCR de Besancenot, pour qui « *il n'y a pas lieu, sur le principe, de s'opposer au sauvetage des banques* » (*Rouge*, 9 octobre).

Le gouvernement, le Parlement de la V^e République, comme tous les gouvernements inféodés à l'Union européenne, n'ont qu'un mot d'ordre, orchestré depuis Bruxelles : union nationale !

Comment pourrait-il y avoir « union nationale » entre les Seillière, Parisot, Lakshmi

Mittal, Ghosn et l'ouvrier de Sandouville qui perd 400 euros par mois pour chômage technique et qui vient d'apprendre qu'il fait partie des 1 000 suppressions de postes ?

Non à l'union nationale !

Retrait de l'Union européenne !

Les travailleurs et le peuple de ce pays sont en état de légitime défense.

Unité pour le retrait de ce plan !

De toute part monte une exigence : il faut lever les obstacles à la réalisation de l'unité.

— Indépendance du mouvement ouvrier !

— Sortie de la commission Ailleret mise en place par le gouvernement pour associer les syndicats à la privatisation de La Poste ! Sortie de toutes les commissions de « concertation » de ce type, créées pour enchaîner les syndicats aux plans des patrons et du gouvernement !

— Unité pour exiger l'annulation immédiate du plan de privatisation de La Poste, l'abrogation des directives européennes postales et le retour au monopole public !

Unité pour :

- **L'interdiction des licenciements.**
- **La renationalisation immédiate de Renault, Airbus, des Chantiers navals, de la sidérurgie.**
- **La nationalisation des banques, sans indemnité ni rachat.**
- **L'augmentation générale des salaires et des pensions.**
- **Pas un sou pour les banquiers et les spéculateurs.**

Voici les axes sur lesquels, pour le POI, il est urgent de rassembler travailleurs et militants de toutes tendances, pour rassembler une solide force unie, combattant pour le salut public.

C'est le sens de l'invitation à préparer ensemble la conférence nationale de délégués pour l'unité du 7 décembre 2008.

C'est le sens de l'appel du POI à sortir de l'Union européenne, soumis à la signature massive des travailleurs et des jeunes.

Rejoignez le Parti ouvrier indépendant !